



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service Prévention des Risques Anthropiques
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001 67050 STRASBOURG CEDEX
quotas.prc.spra.dreal-grand-est@developpement-
durable.gouv.fr

Strasbourg, le 27/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAZELENERGIE GENERATION

ZI Saint Avold Nord
BP 80079
57500 Saint-Avold

Références : FR000000000001133
Code AIOT : 0006207853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2025 dans l'établissement GAZELENERGIE GENERATION implanté Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZELENERGIE GENERATION
- Centrale Emile Huchet - ZI Saint Avold Nord BP 80079 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société GazelEnergie Génération est autorisée à exploiter une centrale thermique de production d'électricité sur le site Émile Huchet à SAINT-AVOLD. La puissance des installations de combustion du site (1605,6 MW) les soumet au Système d'Échange des Quotas d'Emissions de CO2 (SEQE). A ce titre, l'exploitant doit déclarer chaque année ses émissions de CO2. Ces déclarations sont effectuées sur la base d'un Plan de Surveillance des émissions (PDS) approuvé par le préfet.

La visite a porté sur la conformité du Plan de Surveillance des émissions et de la surveillance exercée avec le Règlement 2018/2066 modifié relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE.

Elle s'est focalisée sur le flux majeur de combustible « charbon importé » et le flux de combustible « PCR » (Produits Cendreux de Récupération des anciennes houillères). Ce flux, nul en 2024, était catégorisé comme « mineur » jusqu'en 2022 et « de minimis » en 2023.

Le tableau ci-dessous présente les émissions de CO2 équivalent totales de l'installation depuis 2019 ainsi que la catégorie de l'installation correspondante dans le SEQE :

- catégorie C : plus de 500 000 tonnes de CO2 équivalent émises par an;
- en catégorie B : entre 50 000 et 500 000 tonnes émises par an.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Émissions totales CO2e	1 892 450 t	102 395 t	515 214 t	914 017 t	409 987 t	335 000 t (estimation)
Catégorie de l'installation	C	B	C	C	B	B

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contenu du Plan de Surveillance des Emissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 12 Contenu et présentation du plan de surveillance Règlement MRR 2018/2066	Demande d'action corrective	3 mois
2	Détermination des données d'activité des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité et 12 Contenu du PDS Règlement MRR 2018/2066	Demande d'action corrective	3 mois
3	Incertitudes des données d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 29 Systèmes de mesure non placés sous le contrôle de l'exploitant Règlement MRR 2018/2066	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Incertitudes des données d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 28 Systèmes de mesure sous le contrôle de l'exploitant et 12-1 Contenu du PDS Règlement MRR 2018/2066	Demande d'action corrective	3 mois
5	Niveaux applicables aux niveaux d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 26 Niveaux applicables	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Détermination facteurs de calcul par analyse	Règlement européen du 19/12/2018, article 32 Règlement 2018/2066	Sans objet
7	Fréquence des analyses des facteurs de calcul	Règlement européen du 19/12/2018, article 35 Fréquence des analyses Règlement MRR 2018/2066	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le Plan de Surveillance des émissions de CO2 de l'installation doit être modifié sous 3 mois pour prendre en compte les observations et questions de l'inspection mentionnées dans le présent rapport. La transmission de documents spécifiques est par ailleurs attendue sous le même délai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu du Plan de Surveillance des Emissions

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 12 Contenu et présentation du plan de surveillance Règlement MRR 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions
Prescription contrôlée : Article 12 Contenu et présentation du plan de surveillance 1. Chaque exploitant ou exploitant d'aéronef soumet un plan de surveillance à l'approbation de l'autorité compétente. Le plan de surveillance décrit de façon détaillée, exhaustive et transparente la méthode de surveillance appliquée par une installation spécifique ou par un exploitant d'aéronef donné, et contient au moins les éléments indiqués à l'annexe I. (...)

Annexe 1

1. CONTENU MINIMAL DU PLAN DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Le plan de surveillance d'une installation contient au moins les informations ci-après :

(1) des informations générales concernant l'installation:

(a) une description de l'installation et des activités devant faire l'objet d'une surveillance qui sont réalisées dans cette installation, comprenant une liste des sources d'émission et des flux à surveiller pour chaque activité réalisée dans l'installation, conformément aux critères suivants:

i) cette description doit suffire à démontrer l'absence de double comptabilisation des émissions et de toute lacune dans les données;

ii) elle doit être accompagnée d'un diagramme simple indiquant les sources d'émission, les flux, les points d'échantillonnage et les équipements de mesure si l'autorité compétente le demande ou si cela simplifie la description de l'installation ou la localisation des sources d'émission, des flux, des équipements de mesure et de toute autre partie de l'installation pertinente pour la méthode de surveillance, notamment pour les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle;

(...)

(2) une description détaillée des méthodes fondées sur le calcul appliquées, le cas échéant, comprenant :

a) une description détaillée de la méthode fondée sur le calcul appliquée, y compris une liste des données et des formules de calcul utilisées, une liste des niveaux appliqués pour les données d'activité et de tous les facteurs de calcul pertinents pour chacun des flux à surveiller;

(...)

Constats :

Concernant la conformité au point (1) de l'annexe I.

Le plan de surveillance des émissions de CO₂ (PDS) répond aux spécifications exigées au point 1.(1) (a) citées ci-dessus de l'annexe I.

Concernant la conformité au point (2) de l'annexe I et notamment la description détaillée des méthodes fondées sur le calcul appliquées :

Données d'activité (tonnes consommées)

La procédure GEN/09-144/e « Plan de surveillance des émissions de CO₂ », indique au point 2.4 « Procédures d'analyses des combustibles » :

« Pour la détermination des quantités consommées de combustibles solides dans le cas où le nombre d'analyses effectuées serait insuffisant par rapport au critère de fréquence, une ou plusieurs cubatures seront réalisées.

Toutefois elle ne précise pas en quoi les différentes analyses effectuées (humidité totale, humidité de constitution, carbone total, hydrogène, PCS) interviennent dans la détermination de la données d'activité.

Émissions :

A l'onglet D du PDS, l'exploitant indique que les émissions de CO₂ de combustion sont calculées en utilisant le facteur d'émission du combustible (méthode standard définie à l'article 24 du règlement MRR susmentionné). La procédure GEN/09-144/e « Plan de surveillance des émissions de

CO2 », précise au point 2.4 « Procédures d'analyses des combustibles », toutes les analyses nécessaires au calcul du facteur d'émission.

Or, concernant le charbon importé et les PCR, les émissions de CO2 sont estimées à partir de la teneur en carbone des combustibles et du facteur de conversion de 3,666 4 tonnes de CO2/tonne de carbone. Il s'agit donc de la méthode du bilan massique (définie à l'article 25 du règlement MRR).

L'annexe au PDS dénommée « Plan d'échantillonnage de combustibles minéraux solides - Produits cendreux de récupération » indique qu'un échantillonnage hebdomadaire pour analyse est pratiqué par sondage sur à 1 à 2 camions apportant les PCR du parc de stockage au point d'alimentation de la centrale. L'onglet E du PDS indique que cette fréquence peut être espacée à chaque quinzaine ou mois.

L'annexe au PDS dénommée « Plan d'échantillonnage de combustibles solides d'origine fossile » mentionne des analyses pratiquées sur des prélèvements du stock de charbon importé lorsqu'il n'y a plus de livraison (cas d'une partie de l'année 2023 et de toute l'année 2024) par sous-lots de « 30 000 m³ selon le critère d'hétérogénéité déclaré préalablement ».

Elle ne précise pas à quel moment ces prélèvements sont réalisés ni s'ils permettent bien de caractériser le charbon importé consommé et à l'origine des émissions déclarées dans l'année (pourquoi la méthode n'est-elle pas similaire avec celle appliquée au PCR avec des analyses portant sur le charbon consommé ?).

Le PDS et ses annexes ne précisent pas si la teneur en carbone mesurée, et utilisée pour la détermination des émissions, est exprimée sur tonnes sèches ou humides.

Des analyses de la teneur en carbone sont effectuées également au moment des cubatures de fin d'année.

Le PDS ne précise pas la manière dont sont utilisés ces différents résultats d'analyse et comment sont calculées les émissions au final : à partir de moyennes pondérées annuelles des analyses hebdomadaires pour le PCR ? Qu'en est-il du charbon ? Les analyses pratiquées au moment des cubatures de fin d'année interviennent-elles dans la détermination des émissions ?

Conclusion

Le PDS doit être modifié pour prendre en compte les observations ci-dessus et ainsi améliorer sa transparence.

L'exploitant devra veiller à cette occasion à être plus synthétique : les informations fournies sont disséminées dans de nombreux documents et parfois varient d'un document à l'autre brouillant la compréhension de la méthode utilisée au final.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Détermination des données d'activité des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité et 12 Contenu du PDS Règlement MRR 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes: a) par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions; b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des stocks. 2. Aux fins du paragraphe 1, point b), la quantité de combustible ou de matière transformée au cours de la période de déclaration est calculée en déduisant de la quantité de combustible ou de matière reçue au cours de la période de déclaration la quantité de combustible ou de matière sortie de l'installation, et en y ajoutant la quantité de combustible ou de matière en stock au début de la période de déclaration, moins la quantité de combustible ou de matière en stock à la fin de la période de déclaration. (...)
Constats : Pour déterminer les niveaux d'activité (tonnages brûlés) du flux de charbon importé et du flux de PCR, l'exploitant applique la méthode 1.b). Toutefois, la détermination du stock de fin d'année n'ayant pas lieu le 31 décembre, il est contraint d'évaluer les quantités consommées entre la date de la cubature et la fin d'année : - pour le charbon importé en utilisant l'estimation de la quantité d'énergie fournie par le charbon introduite dans la centrale après déduction des quantités d'énergie apportés par les autres combustibles (dénommée « méthode indirecte » par l'exploitant), - pour les PCR, en utilisant la bascule sur la bande transporteuse 612 (donc par la méthode 1.a) par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions). Par ailleurs, au moment de l'exercice de cubature, il compare les résultats obtenus par la cubature avec les résultats obtenus par ces 2 méthodes (contrôle de cohérence). En 2022 notamment, la comparaison a montré une consommation de PCR mesurée par la bascule de la bande transporteuse de 39 721, supérieure de 16 998 tonnes à la consommation de PCR estimée à partir de la méthode 1.b). soit 22 723,14 tonnes. Pour autant, l'exploitant a retenu le résultat obtenu par la méthode 1.b). Il explique la différence observée par le fait qu'il aurait prélevé des PCR en dehors du périmètre de la cubature. Et par l'hétérogénéité du PCR qui parfois s'est mélangé à d'autres matériaux. La visite du parc à charbon et du « parc » à PCR a permis de constater que ce dernier étaient beaucoup plus étendu, avec des limites « floues » et de la végétation. La question se pose de la pertinence de ce choix qui, en 1ère approche, conduit à sous-estimer les émissions en 2022. Toutefois, il s'avère que chaque année des différences apparaissent entre les cubatures et les 2 autres méthodes, plus ou moins importantes, en positif ou en négatif. Chaque fois, l'exploitant retient les chiffres des cubatures considérant que l'incertitude qui leur est associée est moindre. Suite à la visite, l'exploitant devra établir, pour le charbon importé et les PCR, le bilan des résultats des différentes méthodes et des différences observées depuis 2019. Le bilan devra comporter les incertitudes associées aux différentes méthodes. Il permettra de juger s'il y a lieu de revoir les déclarations d'émissions.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Incertitudes des données d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 29 Systèmes de mesure non placés sous le contrôle de l'exploitant Règlement MRR 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 29</p> <p>1. Lorsqu'une évaluation simplifiée de l'incertitude fait apparaître que l'utilisation de systèmes de mesure non placés sous le contrôle de l'exploitant, plutôt que de systèmes placés sous le contrôle de l'exploitant conformément à l'article 28, permet à l'exploitant d'appliquer un niveau au moins aussi élevé, donne des résultats plus fiables et présente un moindre risque de carence de contrôle, l'exploitant détermine les données d'activité au moyen de systèmes de mesure qui ne sont pas placés sous son contrôle.</p> <p>À cet effet, l'exploitant peut recourir à l'une des sources d'information suivantes:</p> <p>a) les quantités figurant sur les factures émises par un partenaire commercial, sous réserve de la passation d'une transaction commerciale entre deux partenaires indépendants;</p> <p>b) les valeurs directement fournies par les instruments de mesure.</p> <p>2. L'exploitant veille à assurer le respect du niveau applicable conformément à l'article 26.</p> <p>À cet effet, l'erreur maximale tolérée en service admise par la législation nationale relative au contrôle métrologique légal pour la transaction commerciale en question peut être utilisée comme valeur d'incertitude, sans autre justificatif.</p> <p>Lorsque les exigences applicables dans le cadre du contrôle métrologique légal sont moins strictes que celles requises par le niveau applicable en vertu de l'article 26, l'exploitant se fait confirmer l'incertitude applicable par le partenaire commercial responsable du système de mesure.</p> <p>Article 12-1</p> <p>(...)</p> <p>En plus du plan de surveillance, l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef présente les pièces justificatives suivantes:</p> <p>a) pour les installations, pour chaque flux majeur et mineur, la preuve du respect des seuils d'incertitude définis pour les données d'activité et les facteurs de calcul, le cas échéant, pour les niveaux appliqués définis aux annexes II et IV, et pour chaque source d'émission, la preuve du respect des seuils d'incertitude définis pour les niveaux appliqués définis à l'annexe VIII, suivant le cas;</p> <p>(...)</p> <p>Constats :</p> <p>L'incertitude liée aux livraisons de charbon importée était celle des bascules commerciales (soumises à métrologie légale) du fournisseur (partenaire commercial livrant les combustibles).</p> <p>L'incertitude liée aux cubatures de fin d'année est, selon la révision 8 de « l'Instruction qualité : Cubatures des stocks de produits pondéreux en vrac » de la société effectuant les cubatures, de</p>

<p>l'ordre de + ou - 1,7 % pour les stocks aux formes géométriques ordonnées et de l'ordre de + ou - 4,9 % pour les stocks aux formes géométriques irrégulière ou au compactage mal défini. L'instruction précise que « la connaissance du terrain naturel est primordiale et en son absence la cubature recèle une valeur simplement indicative ».</p> <p>Il est attendu de l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture des résultats de cubatures pour les années 2022, 2023 et 2024 pour le charbon importé et les PCR (confirmation des incertitudes des différentes cubatures) ; - des commentaires concernant le courriel du 30/01/2025 de la société effectuant la cubature qui indique « Nous avons une connaissance ancienne du terrain naturel. Cependant je pense qu'il a dû évoluer dans le temps avec le compactage et les incessants passages d'outils mécaniques » : cela signifie-t'il qu'une incertitude de + ou - 4,9% doit être appliquée aux cubatures de charbon importé et de PCR et depuis quand ?
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Incertitudes des données d'activité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 28 Systèmes de mesure sous le contrôle de l'exploitant et 12-1 Contenu du PDS Règlement MRR 2018/2066</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 28</p> <p>1. Pour déterminer les données d'activité conformément à l'article 27, l'exploitant utilise les résultats de mesurage fournis par les systèmes de mesure placés sous son propre contrôle dans l'installation, pour autant que les conditions suivantes soient réunies:</p> <p>a) l'exploitant est tenu de réaliser une évaluation de l'incertitude et de veiller à ce que le seuil d'incertitude correspondant au niveau applicable soit respecté;</p> <p>b) l'exploitant est tenu de faire en sorte que, au moins une fois par an et après chaque étalonnage des instruments de mesure, les résultats de l'étalonnage multipliés par un facteur de correction prudent soient comparés aux seuils d'incertitude requis. Le facteur de correction prudent se fonde sur une série chronologique appropriée d'étalonnages antérieurs de l'instrument en question ou d'instruments similaires, afin de tenir compte de l'effet de l'incertitude en service. En cas de dépassement des seuils associés aux niveaux approuvés conformément à l'article 12 ou en cas de non-conformité de l'équipement à d'autres exigences, l'exploitant prend des mesures correctives dans les meilleurs délais et en informe l'autorité compétente.</p> <p>2. L'exploitant fournit l'évaluation de l'incertitude visée au paragraphe 1, point a), à l'autorité compétente lorsqu'il notifie un nouveau plan de surveillance ou si cela s'avère nécessaire en raison d'une modification du plan de surveillance approuvé.</p> <p>Cette évaluation englobe l'incertitude spécifiée des instruments de mesure employés, l'incertitude associée à l'étalonnage et toute autre incertitude liée au mode d'utilisation des instruments de mesure. L'évaluation de l'incertitude englobe l'incertitude liée aux variations des stocks si les installations de stockage peuvent contenir 5 % au moins de la quantité du combustible ou de la matière considérés utilisée chaque année. Lorsqu'il procède à l'évaluation, l'exploitant tient compte du fait que les valeurs déclarées qui servent à définir les seuils d'incertitude associés aux niveaux figurant à l'annexe II se rapportent à l'incertitude sur</p>

l'ensemble de la période de déclaration.

Article 12-1

(...)

En plus du plan de surveillance, l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef présente les pièces justificatives suivantes:

a) pour les installations, pour chaque flux majeur et mineur, la preuve du respect des seuils d'incertitude définis pour les données d'activité et les facteurs de calcul, le cas échéant, pour les niveaux appliqués définis aux annexes II et IV, et pour chaque source d'émission, la preuve du respect des seuils d'incertitude définis pour les niveaux appliqués définis à l'annexe VIII, suivant le cas;

(...)

Constats :

La bascule MI8 de la bande transporteuse 612 est utilisée pour déterminer la donnée d'activité du flux PCR entre le moment de la cubature et la fin de l'année civile.

L'exploitant a fourni à l'occasion de la visite le dernier rapport de vérification annuel de cette dernière daté du 01/08/2024. L'instrument y est déclaré conforme sans que le rapport précise en quoi il est conforme.

Par ailleurs, des précisions sont attendues de l'exploitant concernant la lecture de ce document (quelles informations sont utilisées dans le cadre du PDS au final) ainsi que concernant l'évaluation de l'incertitude qui est associée à l'utilisation de la bascule suite au contrôle. (cf. bilan demandé au point de contrôle n° 2).

L'annexe 3 au PDS dénommée « Évaluation du respect des seuils d'incertitude » indique une incertitude constatée sur la consommation des stocks de combustibles solides après cubatures (PCR et charbon importé) de 2,2 %. Elle ne précise pas comment cette incertitude est obtenue sachant que la méthode de détermination de la consommation pendant cette période est différente pour les PCR (bascule) et pour le charbon importé (méthode indirecte). Pour cette méthode indirecte, il est toutefois mentionné une incertitude de l'énergie primaire consommée de 2 % et du PCI de 1 % sans indication de la provenance de ces chiffres.

Le PDS devra être complété concernant ces aspects.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Niveaux applicables aux données d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 26 Niveaux applicables

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions

Prescription contrôlée :

1. Lorsqu'il définit les niveaux applicables pour les flux majeurs et mineurs conformément à l'article 21, paragraphe 1, pour déterminer les données d'activité et chaque facteur de calcul, l'exploitant indique les niveaux suivants:

a) au minimum, les niveaux indiqués à l'annexe V dans le cas d'une installation de catégorie A, ou

<p>lorsqu'un facteur de calcul est requis pour un flux qui correspond à un combustible marchand ordinaire;</p> <p>b) le niveau le plus élevé défini à l'annexe II dans les cas autres que ceux visés au point a).</p> <p>(...)</p> <p>2. Pour les flux mineurs, l'exploitant peut appliquer un niveau immédiatement inférieur aux niveaux prescrits au premier alinéa - le niveau 1 étant un minimum - s'il démontre de manière concluante à l'autorité compétente que le niveau prescrit au premier alinéa du paragraphe 1 n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour ce qui concerne le flux mineurs PCR, l'exploitant sollicite depuis 2019 d'appliquer un niveau d'incertitude de niveau 3 (+ ou 2,5%) au lieu du niveau 4 (+ ou - 1,5%) à la donnée d'activité (tonnages consommés) pour infaisabilité technique : « compte-tenu de la faible consommation annuelle, l'incertitude combinée augmente mathématiquement et fortement si la grandeur « consommation » (donnée d'activité) est faible comparée aux grandeurs « livraisons » et « stocks » même si les meilleurs moyens sont mis en œuvre pour mesurer chacun des termes du calcul avec la meilleure précision ».</p> <p>Le bilan que l'exploitant doit établir dans le cadre du point de contrôle n°2 et les réponses apportées aux points de contrôle sur les incertitudes permettront de juger si ces demandes de dérogation sont justifiées au final.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Détermination facteurs de calcul par analyse

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 32 Règlement 2018/2066</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>3. Les résultats des analyses ne sont utilisés que pour la période de livraison ou pour le lot de combustible ou de matière pour lesquels les échantillons ont été prélevés et dont ils sont censés être représentatifs.</p> <p>Pour la détermination d'un paramètre donné, l'exploitant utilise les résultats de toutes les analyses effectuées qui se rapportent à ce paramètre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses de la teneur en carbone pratiquées lors des cubatures ne sauraient être utilisées pour déclarer les émissions de l'année passée.</p> <p>La conformité à la prescription sera appréciée au regard des précisions apportées par l'exploitant (cf. point de contrôle n° 1).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Fréquence des analyses des facteurs de calcul

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 35 Fréquence des analyses Règlement MRR 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières. 2. L'autorité compétente peut autoriser l'exploitant à appliquer une fréquence qui diffère de celle visée au paragraphe 1 lorsqu'aucune fréquence minimale n'est indiquée ou lorsque l'exploitant démontre l'existence d'une des situations suivantes: a) d'après les données historiques, y compris les valeurs d'analyse obtenues pour les combustibles ou matières concernés au cours de la période de déclaration précédant immédiatement la période de déclaration en cours, la variation des valeurs d'analyse obtenues pour les différents combustibles ou matières n'excède pas un tiers de la valeur d'incertitude que l'exploitant doit respecter pour la détermination des données d'activité des combustibles ou matières correspondants; b) l'application de la fréquence prescrite entraînerait des coûts excessifs. Lorsqu'une installation ne fonctionne qu'une partie de l'année ou lorsque des combustibles ou matières sont livrés en lots qui sont consommés sur plus d'une année civile, l'autorité compétente peut convenir avec l'exploitant d'un programme d'analyse plus approprié, à condition que cela se traduise par une incertitude comparable à celle visée au premier alinéa, point a). Annexe VII Fréquence minimale des analyses (article 35) Charbon, charbon cokéifiable, coke, coke de pétrole, tourbe : Toutes les 20 000 tonnes de combustible/matière, et au moins six fois par an. Autres combustibles : Toutes les 10 000 tonnes de combustible, et au moins quatre fois par an Fioul (léger, moyen, lourd, bitume) : Toutes les 20 000 tonnes de combustible, et au moins six fois par an Gaz naturel : Au moins hebdomadaire Déchets solides non traités (déchets fossiles purs ou mélange de déchets issus de la biomasse et de déchets fossiles) : Toutes les 5 000 tonnes de déchets, et au moins quatre fois par an
Constats : Des analyses sont nécessaires pour la détermination par la méthode du bilan massique des émissions de CO ₂ des flux charbon importé et PCR (déchet solide non traité en référence à la prescription). Les fréquences susmentionnées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite